

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **DEVCO-E-2 – Dél. Afrique du Sud** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Isabelle DELATTRE**  [**Isabelle.delattre@ec.europa.eu**](mailto:Isabelle.delattre@ec.europa.eu)  **+32 22955025**  1  **1er trimestre 2021 [[1]](#footnote-1)**  **2 ans1**  □ **Bruxelles** □ **Luxembourg ☒** A**utre: Prétoria** |
|  | □**Avec indemnités ☒**  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

L’unité DEVCO.E.2 propose un poste d’expert national détaché placé sous la responsabilité du chef de la coopération auprès de la délégation de l’UE en Afrique du Sud. L’END fournira des conseils stratégiques en matière de développement dans le cadre d’initiatives politiques majeures telles que le pacte vert pour l’Europe, l’initiative «Mieux collaborer» et les nouveaux instruments financiers (ainsi que d’autres selon les besoins).

Ce poste de conseiller comportera une combinaison de tâches opérationnelles et stratégiques qui relèveront directement du chef de la coopération. L’END contribuera à la poursuite de l’élaboration et de la mise en œuvre du programme d’aide au développement de l’UE pour l’Afrique du Sud, notamment en ce qui concerne la conclusion de l’accord de partenariat stratégique UE-Afrique du Sud et les contributions conjointes de l’UE et des États membres au plan de développement national de l’Afrique du Sud.

En collaboration étroite avec le conseiller stratégique pour les DG ENV/CLIMA/AGRI en poste à la délégation, l’END mettra un accent particulier sur le développement stratégique et la mise en œuvre des activités de coopération en matière de changement climatique et de transition écologique.

Fonctions et responsabilités :

* contribuer à l’utilisation stratégique des nouveaux instruments financiers au cours de la prochaine période du CFP en Afrique du Sud,
* contribuer à l’analyse et au dialogue concernant le financement du développement en Afrique du Sud et la réalisation des objectifs du programme de développement durable,
* intégrer les questions liées au changement climatique et à l’environnement dans les projets et programmes de coopération au développement menés par l’UE en Afrique du Sud,
* prêter son concours à la mise en œuvre des projets et programmes qui relèvent du portefeuille de coopération, et notamment de ceux qui contribuent à l’ODD 13 et à l’accord de Paris,
* contribuer à l’analyse générale des politiques,
* fournir une analyse politique et technique des transformations que connaît le pays dans les domaines auxquels s’étend la coopération,
* travailler sur les questions de communication et de visibilité dans le contexte de la coopération au développement avec l’Afrique du Sud,
* contribuer au processus d’amélioration et de coordination du dialogue politique grâce à une coordination plus étroite et un meilleur partage d’information ainsi qu’au recensement des programmes se prêtant à une mise en œuvre conjointe par l’UE et les États membres, pour évoluer vers une adoption conjointe des programmes,
* prêter son concours en vue de la réunion mensuelle des conseillers de l’UE en matière de coopération,
* accomplir, le cas échéant, d’autres tâches conformes à l’objectif général.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : politique de développement, gestion de programmes, environnement, énergie, changement climatique, sciences politiques, économie ou toute discipline connexe.

Expérience professionnelle

Posséder une expérience d’au moins 10 ans dans les questions susmentionnées, acquise dans le contexte des relations internationales ou de la diplomatie.

Expérience professionnelle acquise dans des pays tiers (ambassades, organisations internationales, ONG, etc.), connaissance générale des institutions de l’UE et des processus décisionnels qui s’y rapportent, connaissance des relations UE-Afrique du Sud, capacités relationnelles et esprit d’équipe avérés.

Bonnes compétences d’analyse technique et de rédaction de rapports.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Excellentes capacités de communication écrite et orale en anglais,

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)